

**BOSNIE-HERZÉGOVINE**

Les oubliés de Srebrenica : justice sera-t-elle un jour rendue ?

Index AI : EUR 63/04/99

Amnesty International a déclaré vendredi 9 juillet 1999 que chaque journée qui s'écoulait sans que la communauté internationale n'ait recherché activement et arrêté Radovan Karadzic et Ratko Mladic marquait une nouvelle défaite pour la justice et prolongeait la torture infligée aux proches des milliers de "disparus" de Srebrenica.

"Quatre années ont passé depuis la chute de Srebrenica et les familles des "disparus" continuent de souffrir", a ajouté l'Organisation.

Plus de 8 000 hommes et jeunes garçons bosniaques ont disparu au cours des trois jours qui ont suivi la chute de la ville, le 11 juillet 1995. Lorsqu'ils ont été vus pour la dernière fois, la plupart d'entre eux fuyaient l'enclave mais plus d'un millier étaient aux mains de l'Armée serbe de Bosnie dans l'enceinte des Nations unies de Potocari, juste en dehors de Srebrenica. Quatre ans plus tard, le sort de plus de 6 000 de ces hommes et jeunes garçons n'a toujours pas été élucidé.

Radovan Karadzic et Ratko Mladic ont été officiellement inculpés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (le Tribunal) de graves violations des Conventions de Genève, de violations des lois et coutumes de la guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide commis pendant et après la chute de Srebrenica. Pourtant, quatre années après que les crimes allégués eurent été commis ces deux suspects sont toujours en liberté.

En décembre dernier, Amnesty International s'est félicitée de ce que la Force de stabilisation (SFOR) avait arrêté et transféré Radislav Krstic pour qu'il soit jugé par le Tribunal pour complot en vue de commettre un génocide et violations des lois et coutumes de la guerre pendant et après la chute de Srebrenica.

"Tant que Radovan Karadzic et Ratko Mladic n'auront pas été déférés à la justice, le sort des milliers de personnes portées manquantes ne pourra être élucidé, a déclaré Amnesty International. Les souffrances endurées par leurs proches, qui ignorent toujours ce que sont devenus ces êtres qui leur étaient chers, ainsi que l'identification éprouvante des restes humains retrouvés, s'apparentent à de la torture."

À ce jour, seules 58 personnes qui avaient disparu après la chute de l'enclave ont été clairement identifiées. Des milliers de corps et de restes humains déterrés au cours des trois dernières années n'ont toujours pas été identifiés. Amnesty International appelle la communauté internationale à débloquer de toute urgence les fonds nécessaires pour que puissent se poursuivre les exhumations et les identifications.

**Pour plus d'information, appelez le service de presse d'Amnesty International à Londres, au : 44 171 413 5566.**